



EXTRAIT du procès-verbal de la séance du conseil de la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine tenue le 13 août 2002 à la mairie

RÈGLEMENT 2002-31

SUR LES SYSTÈMES D'ALARME

ATTENDU QUE le conseil désire réglementer l'installation et le fonctionnement des systèmes d'alarme sur le territoire de la municipalité;

ATTENDU QU' il est nécessaire de remédier aux problèmes provoqués par le nombre élevé de fausses alarmes;

ATTENDU QU' un avis de motion a été donné à la séance du conseil municipal tenue le 23 juillet 2002 avec demande de dispense de lecture;

ATTENDU QU' une copie du projet du présent règlement a été remise à tous les membres du conseil trois jours avant la présente séance;

ATTENDU QUE les membres du conseil présents déclarent l'avoir lu;

ATTENDU QUE le greffier, en cours de séance, a mentionné l'objet du règlement et sa portée;

POUR CES MOTIFS,

sur la proposition de Diane Chenell,
appuyée par Adrien Bénard,

le conseil décrète que le règlement numéro 2002-31 intitulé « Règlement sur les systèmes d'alarme » soit adopté et qu'il soit statué et décrété ce qui suit :

Article 1 Préambule

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement tout comme s'il était ici au long reproduit.

Article 2 Définitions

Aux fins du présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

Lieu protégé

Un terrain, une construction, un ouvrage protégés par un système d'alarme.

Système d'alarme

Tout appareil, bouton de panique ou dispositif destiné à avertir de la présence d'un intrus, à avertir de la commission d'une infraction ou d'une tentative d'infraction ou d'effraction, ou d'un incendie, dans un lieu protégé situé sur le territoire de la municipalité.

Utilisateur

Toute personne physique ou morale qui est propriétaire ou occupant d'un lieu protégé.

Article 3 **Application**

Le présent règlement s'applique à tout système d'alarme, incluant les systèmes d'alarme déjà installés ou en usage le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement.

Article 4 **Permis**

Un système d'alarme ne peut être installé ou un système d'alarme déjà existant ne peut être modifié sans qu'un permis n'ait été au préalable émis.

Article 5 **Formalités**

La demande de permis doit être faite par écrit au bureau de la municipalité et doit indiquer :

- a) les nom, prénom, adresse et numéro de téléphone de l'utilisateur;
- b) les nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du propriétaire des lieux protégés lorsque l'utilisateur n'est pas également le propriétaire de ces lieux;
- c) l'adresse et la description des lieux protégés;
- d) dans le cas d'une personne morale, les nom, prénom, adresse et numéro de téléphone du ou des représentants de la personne morale;
- e) les nom, prénom, adresse et numéro de téléphone de trois personnes qui, en cas d'alarme, peuvent être rejointes et qui sont autorisées à pénétrer dans les lieux afin d'interrompre l'alarme;
- f) la date et la mise en opération du système d'alarme ;
- g) Une attestation à l'effet d'avoir pris connaissance du règlement, de s'engager à s'y conformer et d'exonérer la municipalité de toute responsabilité si cette dernière était forcée d'intervenir pour désamorcer le système d'alarme prévu, sauf faute lourde ou intentionnelle de sa part.

Article 6 **Coûts**

Aucun frais n'est imposé pour l'émission du permis nécessaire à l'installation ou à l'utilisation d'un système d'alarme.

Article 7 **Conformité**

Le permis est délivré si le système d'alarme, dont on projette l'installation ou l'utilisation, est conforme à l'article 11.

Article 8 **Permis incessible**

Le permis visé par l'article 4 est incessible. Un nouveau permis doit être obtenu par tout nouvel utilisateur ou lors d'un changement apporté au système d'alarme.

Article 9 **Avis**

Quiconque fait déjà usage d'un système d'alarme au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement doit, dans les 60 jours de l'entrée en vigueur, en donner avis à la personne chargée de l'application du présent règlement.

Article 10 **Éléments**

L'avis visé à l'article 9 doit être donné par écrit et doit indiquer tous les éléments prévus à l'article 5.

Article 11 **Signal**

Lorsqu'un système d'alarme est muni d'une cloche ou de tout autre signal sonore propre à donner l'alerte à l'extérieur des lieux protégés, ce système d'alarme doit être conçu de façon à ne pas émettre le signal sonore durant plus de 20 minutes consécutives.

Article 12 **Inspection**

L'officier municipal chargé de l'application de tout ou partie du présent règlement ou tout agent de la Sûreté du Québec sont autorisés à pénétrer dans tout lieu protégé par un système d'alarme si personne ne s'y trouve pas, aux fins d'interrompre le signal sonore dont l'émission dure depuis plus de 20 minutes consécutives.

Article 13 **Frais**

La municipalité est autorisée à réclamer de tout utilisateur d'un système d'alarme les frais engagés par celle-ci, en cas de défektivité ou de mauvais fonctionnement d'un système d'alarme, dont notamment les frais encourus aux fins de pénétrer dans un immeuble conformément à l'article 12.

La municipalité n'est pas responsable des dommages encourus lorsqu'une personne dûment autorisée pour l'application du présent règlement doit pénétrer dans un immeuble pour y désactiver un système d'alarme.

Article 14 **Infractions**

14.1 Constitue une infraction et rend l'utilisateur passible des amendes prévues à l'article 19, le fait d'omettre de se procurer le permis mentionné à l'article 4.

14.2 Constitue une infraction et rend l'utilisateur passible des amendes prévues à l'article 19, tout déclenchement au-delà du troisième déclenchement du système au cours d'une période consécutive de 12 mois pour cause de défektivité ou de mauvais fonctionnement.

Article 15 **Présomption**

En l'absence de preuve contraire, le déclenchement d'un système d'alarme est présumé être pour cause de défektivité ou de mauvais fonctionnement, lorsque aucune preuve ou trace de la présence d'un intrus, de la commission d'une infraction, d'un incendie ou d'un début d'incendie n'est constatée sur les lieux protégés lors de l'arrivée de l'agent de la paix, des pompiers ou de l'officier chargé de l'application de tout ou partie du présent règlement.

Article 16 **Autorisation**

Le conseil autorise de façon générale tout agent de la Sûreté du Québec et tout officier municipal désigné à délivrer les constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

Article 17 **Inspection**

L'officier chargé de l'application du présent règlement et tout agent de la Sûreté du Québec sont autorisés à visiter et à examiner entre 7 h et 19 h toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maisons, bâtiments et édifices doivent les recevoir, les laisser pénétrer et répondre à toutes les questions qu'ils leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

DISPOSITIONS PÉNALES

Article 18 **Amendes**

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible, en plus des frais, d'une amende de 100 \$ pour une première infraction et de 300 \$ pour toute récidive à l'intérieur d'un délai de douze mois.

Article 19 **Abrogation**

Le présent règlement abroge tout règlement antérieur adopté par l'une ou l'autre des anciennes municipalités formant depuis le 1^{er} janvier 2002 la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine et concernant les systèmes d'alarme (Fatima règlements n^{os} 285-000 et 270-1999, Cap-aux-Meules règlements n^{os} 274 et 267, L'Étang-du-Nord règlements n^{os} 295 et 311, Grande-Entrée règlements n^{os} 003-99 et 004-00, Grosse-Île règlements n^{os} 99-08 et 00-04, L'Île-du-Havre-Aubert règlements n^{os} 00-002 et 99-234, Havre-aux-Maisons règlement n^o 306).

Article 20 **Entrée en vigueur**

Le présent règlement entrera en vigueur selon la loi.

VRAIE COPIE CERTIFIÉE
Aux Îles-de-la-Madeleine
Ce 2 juillet 2008



Jean-Yves Lebreux, greffier